

80e congrès du Parti socialiste



REFONDATIONS

SOCIALE ÉCOLOGISTE RÉPUBLICAINE EUROPÉENNE HUMANISTE FÉMINISTE

Chères et chers camarades,

A l'issue de notre débat sur les contributions générales, enrichie de centaines de contributions thématiques, nous sommes plus convaincus que jamais que notre Parti socialiste, et au-delà, la gauche, peut et doit se rassembler autour d'**une voie centrale, ni sociale-libérale, ni sociale-populiste, mais sociale-écologiste**. Voilà la ligne que nous proposons d'adopter à notre 80ème Congrès de Marseille.

C'est à vous, militantes et militants, de le décider par vos votes. Il n'y a aucune fatalité à la continuation de notre érosion, aucune résignation à continuer comme avant, vous pouvez décider souverainement le sursaut réalisé tant de fois par nos prédécesseurs de Jaurès à Blum, de Mendes-France à Mitterrand, Michel Rocard, Lionel Jospin et Martine Aubry, pour que le socialisme démocratique poursuive son œuvre historique de transformation sociale et écologiste dont notre pays a tant besoin.

Pour cela, nous devons nous remettre au travail et mettre en valeur l'énorme disponibilité des militantes et militants exprimée par les contributions thématiques, et répondre comme nous le faisons à ce que plusieurs contributions générales ont mis en avant : notre ancrage pro-européen sans ambiguïté et la nécessité de l'affirmer dans la prochaine échéance des élections européennes, la valorisation par notre parti et le lien avec nos élus locaux et les territoires pour améliorer le quotidien de nos concitoyens, la *refondation* féministe exigeante et audacieuse, notre ancrage dans les combats et luttes pour porter les aspirations populaires, en particulier celles de la jeunesse qui est notre avenir.

Penser, écrire et porter un projet politique, philosophique, sociologique, écologique, social et démocratique avec l'ensemble des citoyen.n.es et des partenaires sociaux qui voudront se joindre à une nouvelle démarche, de nouvelles pratiques de dialogue, de construction et de participation, voilà notre priorité absolue.

1) L'enjeu du Congrès

Nous sommes dans un moment de bascule. Le réchauffement climatique s'accélère dramatiquement. La guerre en Ukraine sème ses malheurs. L'inflation galope. Les prix de l'énergie explosent. Les inégalités s'aggravent. Les droits sont menacés, au premier rang desquels ceux des femmes. La violence et les haines de l'Autre envahissent l'espace public et les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, notre congrès ne peut être à nouveau réduit au même choix, au même affrontement de personnes. Sans débat sur le fond, sans clarification politique, notre Parti se divisera encore et, de départs en scissions, achèvera de se dessécher. Nous ne nous y résignons pas. **C'est pourquoi nous proposons une voie centrale pour rassembler tous les socialistes sur l'essentiel.** Nous voulons cette unité pour pouvoir rassembler durablement la gauche et les écologistes, pour gagner.

Ni la loi du marché capitaliste sur le plan économique, ni l'autoritarisme sur le plan politique, ne répondent aux crises de notre siècle. Au contraire : ils les aggravent. La tendance est mondiale. La violence des politiques libérales et l'inaction climatique provoquent famines, migrations de masses, guerres, dictatures et régimes autoritaires. Dans les démocraties, notamment en Europe, elles alimentent les progressions fulgurantes, et jusqu'aux victoires, de l'extrême-droite.

Nous devons continuer de combattre avec force la volonté d'E.Macron d'imposer une politique économique, fiscale et sociale en faveur du capital contre le travail et le climat, qui plonge notre pays dans une crise sociale, écologique, morale et démocratique profonde.

Les tendances lourdes des élections Présidentielle et Législatives s'accroissent. La montée continue du RN, une gauche qui plafonne à 30%, dominée par LFI avec des socialistes et des écologistes très affaiblis comme en 2017, nous obligent à repenser notre projet et notre stratégie.

Avec un objectif central : comment empêcher l'extrême-droite de prendre le pouvoir? Comment gagner sans renoncer à nos valeurs ?

Il y a de nombreuses raisons d'espérer. Les graines et les énergies sont dans la jeunesse, les mobilisations populaires et citoyennes pour le climat, la justice sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, contre toutes les discriminations, pour l'accueil digne des réfugiés; parmi les ouvriers, agriculteurs, artisans, entrepreneurs, salariés, fonctionnaires, artistes, retraités... chez nos élus, locaux et nationaux, qui pensent et mettent en œuvre des réponses concrètes aux défis du siècle.

Nous assumons notre place de **force d'opposition au gouvernement, mais aussi de proposition**, en prenant soin d'exclure toute confusion avec l'extrême-droite.

Partout et toujours, en commençant par les collectivités que nous dirigeons, nous défendons **le rassemblement de la gauche, l'unité d'action** pour la justice sociale et climatique, **les valeurs de la République face à ceux qui la menacent, et la solidarité internationale** face à ceux qui oppriment. Cette unité est vitale car nous savons qu'il faut chercher à rassembler le plus largement possible pour résister ou gagner les batailles.

Mais la réponse centrale, que nous devons reconstruire patiemment, c'est **l'Union de la gauche et des écologistes pour gouverner la France**, face à son émiettement décourageant pour nos concitoyens, et permettre une alternative audacieuse pour notre pays.

Comment réaliser le rassemblement durablement et suffisamment largement pour gagner les élections nationales mais aussi à nouveau les élections locales ?

Notre réponse est claire : en refondant en son sein une **force politique centrale, ni sociale-libérale, ni sociale-populiste, mais radicalement sociale et écologiste**, laïque et républicaine, populaire et humaniste, ancrée dans tous nos territoires, qui porte l'alliance des classes moyennes et défavorisées, et qui rassemble autour d'elle une majorité de nos concitoyens.

Pour nous, **l'accord électoral NUPES** qu'il fût jugé nécessaire ou pas, respectueux ou pas de notre implantation, a été le produit de l'état « comateux » de la gauche sociale et écologique depuis 2017, une réponse électorale unitaire attendue par le peuple de gauche face à sa dispersion, une réponse conjoncturelle pour agir ensemble. Née et identifiée par la domination politique de LFI, elle reste un intergroupe à l'Assemblée Nationale (pas au Sénat), qui peut être utile, mais qui **ne peut pas être le cadre politique durable de l'Union de toute la Gauche et des écologistes pour gagner**.

Nous sommes pour le rassemblement de toute la gauche, qui n'est pas irréconciliable. Mais il nous faudra changer le centre de gravité de l'accord NUPES et le dépasser si nous voulons que le rassemblement devienne majoritaire dans le pays. Cette clarification est indispensable pour sortir la gauche de l'impasse minoritaire et recréer une dynamique positive, d'espérance et de conquêtes.

Cela ne se fera pas par des « coups tactiques », mais par une stratégie et des actes volontaristes pour refonder, avec tous les acteurs politiques, associatifs, syndicaux, intellectuels et culturels, une gauche capable de répondre à tous les nouveaux enjeux du XXIème siècle, de **renouer avec les classes populaires et moyennes**, et ainsi recréer une espérance.

Nous devons penser et répondre aux métamorphoses de la dématérialisation des échanges économiques et financiers, du travail et des processus de production, du réchauffement climatique, de la démographie et des migrations, des territoires et de leurs équilibres urbanistiques, industriels et agricoles, de l'exercice de la démocratie, de la production et de l'échange de l'information.

Pour mener à bien ces *refondations*, **nous revendiquons la radicalité des politiques nécessaires, tournant la page des demi-mesures et renoncements passés.** Car c'est bien à la racine que tous ces défis doivent être relevés.

Nos politiques de transformation social-écologique doivent être tout aussi exigeantes dans la défense de la République et de ses valeurs, tant dans son pacte social, démocratique que laïc. Elles doivent s'inscrire dans **l'engagement sans ambiguïté pour une Europe souveraine**, sociale, démocratique et fraternelle.

Cette radicalité ne peut se confondre avec les démagogies et populismes qui conduisent au chaos. Chercher la vérité et la dire, c'est avoir le courage de nommer les problèmes autant que celui de proposer des solutions ambitieuses, que nous réaliserons réellement. Notre tâche est de dégager un horizon réparateur et d'apporter des réponses à la colère, pas seulement de l'accompagner surtout quand elle est dévoyée et se trompe de cible.

Cela se fera dans les combats communs, **le dialogue et l'écoute de tout ce qui nous vient des mouvements sociaux et sociétaux, et par le travail intellectuel** pour penser globalement la société et ses aspirations. C'est pourquoi notre Parti devra proposer un cadre respectueux de chaque partie prenante, politique et de la société civile : des **Etats-Généraux de la Transformation Sociale et Écologiste**, qui pendant les trois ans qui viennent feront ce travail sur le fond permettant de proposer à la France un nouvel espoir à gauche.

C'est dans ce processus ouvert à tous sans exclusive que nous devons réorienter la gauche. **Impulser une clarification par la confrontation des idées, pour propulser progressivement un rassemblement à vocation majoritaire.** Sans cette clarification, contestant le leadership de LFI qui constitue un plafond de verre, même les collectivités que la gauche dirige seraient toutes menacées lors des prochaines échéances locales. Au plan national, nous serions condamnés à reproduire un accord reconduisant simplement les 31 députés sortants, installant dans la durée notre disparition de 507 circonscriptions sur 577.

Cette volonté de rassemblement à vocation majoritaire, nous la porterons dès les élections européennes de 2024 en proposant que la gauche social-écologiste se présente unie sur une même liste autour d'un projet résolument pro-européen, clairement à gauche, social et écologiste, féministe, démocratique et humaniste, face au libéralisme et aux populismes nationalistes.

Dans cette élection à la proportionnelle, nous pourrions préfigurer le visage de cette nouvelle force centrale, ouverte, moderne, qui porte l'Europe et ses valeurs fondatrices au cœur, qui refuse par des nouvelles règles n'être qu'un marché ouvert à toutes les dérégulations du monde, qui tire vers le haut les niveaux de services publics, de protections sociales et de rémunération du travail des peuples qui la composent, qui se dote d'outils puissants de souveraineté économique, financière et industrielle, une Europe à la pointe des innovations technologiques face aux Etats-Continents pour entraîner le monde dans la révolution écologique nécessaire à la vie sur notre planète, qui se dote d'une défense commune pour imposer la paix dans un monde violent où la loi du plus fort peut nous mener aux pires heures d'un conflit mondial, qui porte haut les droits humains, en particulier ceux des femmes reniés ou bafoués sur tous les continents.

Ce sera la première étape de l'élaboration d'une plateforme pour la présidentielle de 2027 et de la mise en place d'un mode de sélection ouvert de celle ou celui qui portera les espoirs de la gauche.

Pour affronter les prochaines échéances, le congrès de Marseille doit être utile. Il le sera s'il permet de **remettre au travail collectif tout notre Parti**, de changer drastiquement son fonctionnement et ses pratiques, de réorienter sa ligne politique, **de retrouver sa base sociale populaire et jeune, en s'ancrant dans la société et ses mouvements.**

2) Les Refondations nécessaires

Une nouvelle dynamique d'espérance peut renaître. Mais ce ne sera ni en reproduisant l'ancien, ni en oubliant ses acquis. Ni dans le statu quo, ni en cédant aux populismes. Elle jaillira au contraire des *refondations* ouvrant un chemin nouveau.

Refondation de l'économie

L'économie ne peut plus reposer sur la mainmise de la finance, la tyrannie du court terme, la marchandisation au détriment de l'environnement et de la santé.

Le socialisme s'est construit autour des luttes des travailleurs. Confronté au chômage de masse, le travail s'est trouvé menacé dans ses trois dimensions, comme contribution de chacun à l'œuvre productive collective, comme élément d'émancipation de l'Homme, comme système de distribution des revenus et des droits sociaux. **Refonder l'économie, c'est d'abord redonner au travail sa centralité.** Non seulement le travail salarié, mais aussi l'activité bénévole ou familiale indispensable à notre bien-être.

Le combat des socialistes demeure celui d'un emploi pour tous. Le droit au repos c'est-à-dire tout à la fois au ralentissement du rythme de travail et à de meilleures conditions de travail, est bien évidemment indissociable du fait d'occuper un emploi. Il n'y a pas de paresse pour le travailleur sans emploi, mais la peur du déclassement et la perte des liens sociaux du travail ! Tout comme le droit au temps libre, grandes conquêtes du Front Populaire, de 1981 et des lois Aubry de 1998 et 2000 !

Refonder **c'est donc rendre effectif le droit à l'emploi, par la formation, par le partage du travail** qui trouve un sens nouveau avec la lutte contre le réchauffement climatique qui impose la relocalisation de certaines activités industrielles et productives. C'est l'attention à la qualité de vie et à la santé en renforçant les moyens de la médecine du travail, en mettant en place une politique de prévention des risques psychosociaux.

C'est l'universalité et la portabilité des droits lors des changements d'emploi et un statut social pour les travailleurs indépendants. L'irruption de nouvelles formes de travail, à travers le développement de services numériques et de nouveaux modes de consommation, menacent la sécurité juridique du travail et la pérennité des droits acquis par les travailleurs. **C'est reconnaître que le droit du travail s'applique pour tous** et refuser la mise en concurrence des travailleurs les uns contre les autres. Le développement quasi exponentiel de l'auto-entrepreneuriat et à ce titre une bombe sociale à retardement qui devra être régulée.

C'est redonner du sens, en fixant comme horizon non plus la croissance sans fin du PIB mais une nouvelle prospérité humaniste. C'est le partage de la valeur par la hausse du SMIC, des mécanismes négociés d'indexation des salaires et une législation limitant les écarts de salaires et les dividendes excessifs. **C'est la démocratisation de l'entreprise**, avec la création d'un chèque syndical, instituant un modèle français de codétermination et un impact score qui préfigure une nouvelle comptabilité écologique et sociale.

C'est une nouvelle politique économique et industrielle de la transition, centrale pour créer de nouveaux emplois. Nous avons besoin d'une industrie, propre, portée par des entreprises et PME innovantes, s'appuyant sur la R&D, l'innovation, la formation, transformée en profondeur pour intégrer la circularité et la réparabilité dans une logique d'« artisanalisation ». Le réarmement économique dans les secteurs de « l'économie de la vie » (santé, énergies, alimentation, mobilités, numérique...) sera encouragé pour favoriser les circuits courts, les relocalisations et conforter notre souveraineté. A titre d'exemple, la grande transition du bâti charrie en elle-même toute une nouvelle économie, très pourvoyeuse d'emplois et très localisée : des filières du biosourcé et du réemploi ; des métiers et des savoirs faire de l'isolation thermique.

La transition climatique ne peut s'engager sans une nouvelle politique économique favorisant l'investissement et garantissant la justice sociale. Le rôle de la BCE devra être adapté à cette exigence permettant à la politique budgétaire de jouer tout son rôle d'entraînement et de solidarité dans l'effort collectif. Une autre « transition » est à mener de front : la transition démographique. Le vieillissement de la population entraîne déjà des évolutions qui pourront devenir des « chocs », notamment au plan financier. Il posera des questions de priorités dans le pilotage des politiques économique comparable à ceux de la transition écologique.

Refondation de notre rapport à la Nature

La protection de la Nature doit désormais être pensée comme participant à notre humanité. Nous devons changer notre manière de produire, de consommer, de nous déplacer et de répartir les richesses, avec une méthode : **la planification écologique, la coresponsabilité** de l'Europe, de l'Etat et des collectivités locales.

C'est, au niveau européen, des quotas de plus en plus restreints de carbone, assortis d'un prix croissant et prévisible des émissions et une taxe carbone aux frontières de l'UE, qui permettront la décarbonation et la relocalisation progressive de productions.

C'est, au plan national, une révolution des mobilités alliant démultiplication des lignes de transports en commun, extension des gratuités dans une logique de service public universel, soutien au co-voiturage, développement du vélo, aide à l'acquisition de véhicules décarbonés (leasing social), appui au fret non-routier (fluvial, fret ferroviaire, hydrogène...).

C'est un soutien aux agriculteurs vers l'agroécologie, avec une PAC profondément réorientée, une politique de pêche et d'aquaculture 100% durable. Le développement d'une agriculture nourricière de qualité est un enjeu d'avenir majeur et elle doit permettre aux producteurs de vivre dignement de leur travail. Avec les acteurs de terrain, producteurs, commerces locaux, une taxe "impact GES" participera au financement de cette nouvelle politique agricole durable cohérente avec les politiques nationales que nous mènerons sur la ruralité, l'alimentation, le bien manger.

C'est une politique énergétique reposant sur la priorité à l'isolation des logements par tiers payant social, un futur énergétique vers le 100% renouvelable permettant la réduction progressive du nucléaire et une maîtrise publique des entreprises de production.

C'est le développement et le soutien de nouvelles filières de matériaux biosourcés et géosourcés, où l'entretien et l'utilisation d'espaces naturels répond d'une part au besoin social essentiel de construire des logements à l'empreinte carbone faible, et d'autre contribue à redynamiser des bassins d'emplois ruraux sinistrés.

C'est la préservation d'une biodiversité aujourd'hui en grand danger, en commençant par l'arrêt de l'étalement urbain avec de nouvelles formes urbaines plus compactes et un maillage de services du quotidien et de proximité. C'est lutter contre l'artificialisation des sols en protégeant mieux les espaces naturels, agricoles et forestiers des logiques de spéculation foncière. C'est penser la résilience dans toutes nos politiques publiques.

Refondation des rapports sociaux

Les rapports sociaux sont minés par l'accroissement continu des inégalités et de l'insécurité sociale. Nous les combattons à la racine.

Cela suppose d'agir avec vigueur sur les inégalités de revenus comme de patrimoine par une fiscalité progressive - TVA réduite sur les biens de première nécessité et augmentée sur le luxe, CSG à taux réduit sur les bas revenus et prélèvement social augmenté sur les hauts, ISF climatique et taxe sur les superprofits, droits sur les grandes successions - comme par des réglementations limitatives sur l'usage de biens comme les jets privés.

C'est aussi assurer un pouvoir d'achat suffisant pour vivre sans l'angoisse des fins de mois, par des mécanismes d'indexation rapide des salaires par la négociation et si nécessaire par la loi ; le freinage de l'inflation par un blocage des prix qui dérapent comme ceux de l'énergie ; la fin, au niveau européen, de l'indexation absurde sur les prix du gaz ; et par une nouvelle politique du logement économe à prix abordable via l'instauration d'un bouclier logement. C'est garantir l'accès au logement pour tous, en renforçant la loi SRU pour produire plus de logements sociaux, en généralisant l'encadrement des loyers en zones tendues, en instaurant le bouclier logement, nouvelle protection sociale permettant de soutenir les ménages consacrant une part trop importante de leurs revenus, en luttant contre la vacance de logements.

C'est retrouver l'universel accès aux protections sociales : droit à la santé par l'éradication des déserts médicaux, financement repensé du système de santé pour favoriser prévention et maintien en bonne santé, défense de l'hôpital public et revalorisation des métiers du soin ; droit à une assurance chômage sans dégressivité des allocations et sans fin de droit brutale ; droit à profiter d'une vraie retraite en bonne santé.

Nous nous opposons fermement au projet du gouvernement de repousser d'une façon ou d'une autre l'âge légal de départ à la retraite. Quel sens aurait cette réforme alors que seuls 35,5 % des 60 à 64 ans sont en emploi (chiffre 2021). Comment pourrait-elle ne pas accroître les inégalités quand les 5% de Français les plus aisés ont déjà une espérance de vie de 13 ans supérieure aux 5% les plus pauvres, quand l'écart d'espérance de vie en bonne santé demeure de 6 ans entre un ouvrier et un cadre ?

Le système de retraites que nous défendons commence par réintroduire et étendre les critères pour que celles et ceux qui ont connu des carrières longues ou effectué des travaux pénibles puissent partir plus tôt à la retraite, avec un objectif simple, inscrit dans une loi organique : l'égalité du temps de retraite en bonne santé. Voilà où est l'universel pour les retraites : dans le droit à profiter pleinement de sa retraite plus que dans l'uniformité d'une retraite à 60 ans avec 40 annuités dont le coût de plusieurs dizaines de milliards d'euros interdirait beaucoup d'autre progrès sociaux.

Par idéal de justice, nous voulons aussi **l'égalité des conditions de départ à la retraite et de niveau des pensions entre les femmes et les hommes**, alors que les femmes ont touché, en 2020, une pension 40 % inférieure à celle des hommes.

Par idéal de justice, nous voulons ouvrir, avec les partenaires sociaux, **de nouvelles libertés pour organiser son temps de travail sur toute la vie**, pourvoir bénéficier de congés sabbatiques longs pour s'occuper de ses proches ou réaliser ses projets personnels sans préjudice professionnel ni perte de droits ou d'un départ progressif à la retraite à partir de 57 ans accompagné d'une transmission intergénérationnelle des compétences facilitant l'intégration professionnelle des jeunes et au maintien dans l'emploi des seniors.

Par idéal de justice, nous voulons que les revenus du capital contribuent au financement des retraites plus qu'ils ne le font aujourd'hui. Les avancées que nous proposons pour les retraites, fondement du pacte entre les générations, seront financées par un prélèvement social sur les hauts revenus du patrimoine.

C'est reconnaître la personne en situation de handicap comme un être humain de droit qui revendique, sans volonté d'avoir à se conformer à une norme « valide », une égalité de droits : droit au travail décent, à l'éducation, au logement accessible et adapté, à la mobilité soit la reconnaissance de la lutte contre le validisme.

C'est garantir les droits des enfants en portant la création d'un véritable service public de l'enfance avec notamment une garantie à chaque famille d'un mode d'accueil pour son enfant entre 0 et 3 ans, **une refonte de l'aide sociale à l'enfance** garantissant un accès universel aux droits, prises en charge et accompagnements en assurant les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre et des outils d'audit et de contrôle ainsi que la protection des enfants contre toutes formes de violences ou agressions en proposant des moyens et des formations aux différents professionnels.

C'est porter des valeurs qui tournent le dos à celles de la droite : l'attention à chacun et en particulier aux plus vulnérables, la coopération, le soin des générations futures ; **la laïcité**, qui protège la liberté de croire ou de ne pas croire, ce joyau de notre République que nous défendrons tel un bouclier contre tous les obscurantismes ; la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de discriminations. Si le PS a toujours soutenu les luttes anti coloniales, il doit porter une vision universaliste face aux radicalisations identitaires qui ouvrent la voie à de nouvelles expressions qui substituent l'identité à l'égalité. Nous voulons refaire du Parti socialiste le parti de l'égalité réelle et de l'émancipation, le fer de lance de la lutte contre les discriminations, contre le racisme, l'antisémitisme et les LGBTQI+phobies. Pour cela il est nécessaire de réactiver la coopération avec les organisations antiracistes comme SOS Racisme, la LDH ou encore la LICRA, compagnons de longue date de la gauche démocratique ainsi que les nombreuses associations avec qui nous avons porté le mariage pour tous.

C'est enfin **l'accès universel à la culture** car elle questionne le sens même que nous voulons donner à nos vies, mais aussi d'ouvrir les horizons, de créer du commun, du lien entre tous et avec les générations futures, de constituer le patrimoine de l'humanité. Il fut un temps, pas si éloigné, où le Parti socialiste entretenait une relation centrale et privilégiée avec le monde culturel. Un temps où la Commission Nationale Culture de notre parti attirait nombre d'artistes, comédiens, musiciens, chorégraphes, écrivains, cinéastes, plasticiens, de producteurs et d'éditeurs, qui participaient activement aux débats d'idées, non seulement sur les questions culturelles mais aussi sur les toutes questions de société.

Nous devons rebâtir un lien fort avec les femmes et les hommes de culture, dans une diversité à l'égal de celle de la population, pour porter ensemble une nouvelle ambition culturelle pour le pays. D'abord, intégrer l'Education artistique et culturelle au tronc commun des enseignements tout au long de la scolarité. Ensuite, **développer le partage et la transmission par la culture** en s'appuyant sur le réseau des **MJC, remplacé au cœur des politiques de diffusion** des œuvres et d'accompagnement à la création et à l'émergence, et **par la démocratisation de l'accès des grandes institutions et leur déploiement sur tout le territoire comme le soutien et la multiplication des tiers-lieux**, lieux hybrides, pluridisciplinaires, et à gouvernance collective.

La société doit aussi permettre aux artistes de vivre de leur art. **Les artistes-auteurs feront l'objet d'une attention particulière dans le cadre d'une politique livre et cinéma d'ampleur. Enfin, accompagner le secteur culturel** dans une transition écologique exemplaire réconciliant sobriété énergétique et circulation des artistes et des œuvres et proposer des stratégies culturelles vertueuses (partage et recyclage de matériels, accompagnement de lieux d'accueil du public pour leurs travaux d'économie d'énergie, festivals zéro plastique...).

Refondation de l'École et confiance dans la jeunesse

Fondement de notre République démocratique, notre École est exsangue et peine à accomplir sa mission. Le mal-être d'un trop grand nombre de nos enfants reste prégnant, celui des professionnels une triste réalité. Il est temps de donner réellement à l'École les moyens de sa démocratisation.

La mixité scolaire et sociale sera un principe intangible inscrit dans le code de l'Éducation, concernant aussi bien la classe, l'établissement ou encore la commune et le département, assorti de moyens pour qu'un tiers à un quart des cours se fassent en effectifs réduits de la maternelle à la terminale.

L'élève sera valorisé, ses spécificités seront reconnues : travail dès les petites classes en équipe, apprentissage dans des contextes différents comme des cours à l'extérieur, encadrement renforcé avec plus de professeurs que de classes tout le long de la scolarité, lutte contre la précarité des animateurs périscolaires, des AESH, suivi individualisé par des professeurs déchargés en collège et lycée, accompagnement individualisé à l'orientation, pôle médico-social renforcé, big bang de l'évaluation qui doit cesser d'être une sanction.

Les élèves des quartiers populaires bénéficieront eux aussi de l'apport de professionnels expérimentés notamment par une garantie de retour et une valorisation significative de leur investissement.

Les personnels de l'enseignement général mais aussi technologique et professionnel verront leurs conditions de travail améliorées (chaque professeur doit pouvoir disposer d'un bureau, d'un ordinateur et d'un téléphone), **leur traitement revalorisé, leurs perspectives de carrière étendues et leur formation professionnalisée via la création d'une Agence de la formation.**

Refonder l'École, c'est aussi démocratiser l'enseignement supérieur. Nous défendons l'indexation de l'augmentation du nombre de places sur celle des étudiants et le remplacement de Parcoursup par une orientation humaine, transparente et respectueuse des projets d'étude des jeunes.

Dans une économie industrielle de la transition, qui intègre notamment, dans chaque territoire, la circularité et la réparabilité, **l'enseignement professionnel et technologique sera remis à sa juste valeur pour être réellement perçue comme une voie de réussite.**

Plus largement, après la crise sanitaire, marquée par de longues files d'attente de jeunes et d'étudiants pour bénéficier de l'aide alimentaire, **ce sont les conditions de vie des nouvelles générations qui devront être refondées pour leur donner les moyens de relever les défis à venir.** Ce nouveau contrat social devra notamment proposer l'ouverture des droits sociaux de manière universelle, dès 18 ans et poser les bases d'un revenu équivalent à un RSA Jeune, mais aussi aborder le logement, la santé, les moyens de se déplacer, la mobilité internationale, l'insertion professionnelle, le droit aux études.

Pour permettre aux jeunes d'étudier dignement, nous accompagnerons l'augmentation du parc de logement CROUS et plus largement le logement social pour les étudiants. Nous créerons un droit universel à reprendre et terminer des études écourtées. Accompagner des parcours non linéaires est une voie à explorer pour limiter l'échec et le décrochage.

Nous devons aussi **donner aux jeunes leur place dans la construction des politiques publiques** : droit de saisine, création d'instances spécifiques, mise en place des Conseils Municipaux des Jeunes en amont dans les écoles, stimulation de l'engagement à travers des professionnels formés et des outils dédiés, construction de projets dans le cadre municipal, départemental, régional...

Être socialiste, **c'est également valoriser ce formidable instrument de sociabilité et d'émancipation individuelle que représente le sport.** Le mouvement sportif français compte 3,6 millions de bénévoles ; ils attendent un choc salutaire. Nous le leur devons. La mission d'un Ministère des sports de plein exercice est de s'affirmer comme l'acteur stratégique d'une gouvernance modernisée, en partenariat avec les collectivités territoriales, le mouvement sportif et le monde économique.

Des moyens financiers accrus doivent nous rapprocher progressivement du 1% du budget de l'État, avec une attention particulière pour le sport paralympique, un ambitieux programme de rénovation des équipements locaux favorisant l'accès de tous les publics à l'A.P.S, un Pass' sport élargi, un sport en entreprise encouragé, une E.P.S. (Éducation physique et sportive) mieux reconnue au sein du système éducatif, un rôle affirmé dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, une solidarité renforcée entre sport professionnel et amateur.

Notre vision éthique du sport se traduira par le souci d'éradiquer les dérives trop souvent présentes dans le sport moderne (violences de toutes nature, corruption, dopage, manipulation de compétitions, triomphe du sport – business...) ; elle implique une prise en compte de critères sociaux et environnementaux particulièrement exigeants dans l'attribution des G.E.S.I. (grands événements sportifs internationaux).

Refondation féministe

"Il suffira d'une crise" pour que les droits des femmes soient remis en question, écrivait Simone de Beauvoir. Ces dernières années ont confirmé cette prophétie. Dans la pandémie, les femmes sont en première ligne. La crise sanitaire et le mouvement #MeToo ont mis en lumière l'ampleur des violences domestiques. Les inégalités salariales F/H, loin de se réduire, ont augmenté en 2021. **Blessure ultime pour nous socialistes, les députées issues de notre famille politique sont passées de 50% du groupe à 30% dans cette nouvelle mandature !**

Etre socialiste, c'est être féministe.

C'est lutter contre les stéréotypes de genre, pierre angulaire des progrès dans tous les autres domaines.

C'est ne pas avoir la main qui tremble pour imposer l'égalité professionnelle, pour l'alignement des salaires, pour inverser la charge de la preuve sur les discriminations, créer un statut pour les familles monoparentales, allonger le congé paternité à 16 semaines ou encore pour un droit opposable à la garde d'enfant.

C'est engager un nouvel acte pour la parité en politique en ciblant notamment les échelons où les exigences sont inexistantes (intercommunalités, tête des collectivités, 'petites' communes) et en instaurant un mécanisme de remplacement des élues en congé maternité.

C'est lutter avec la plus grande détermination contre les violences sexistes et sexuelles, avec des centres d'accueil spécialisés sur tout le territoire, des moyens pour lutter contre la prostitution des mineures qui ne cesse d'augmenter, la suspension automatique de l'autorité parentale pour le conjoint reconnu coupable de violences intrafamiliales, et des peines d'inéligibilité pour les personnes condamnées pour violences conjugales, sexuelles ou sexistes (VSS). Les missions de la HATVP seront élargies aux VSS.

Refondation de la République

Notre démocratie ne peut plus reposer sur le régime de « monarchie présidentielle » qui est de facto le sien aujourd'hui.

Dans la nouvelle République que nous proposons, le Parlement sera pleinement représentatif par un mode de scrutin mixte élisant la moitié des députés à la proportionnelle, et pleinement légitime avec une élection qui précède celle du Président de la République. Il maîtrisera son ordre du jour et ses votes par la suppression des limites à son droit d'amendement, l'abrogation des votes bloqués et la réforme de l'article 40 de la Constitution. Nous devons lui redonner le temps nécessaire à la fabrication de la loi et limiter strictement le recours aux ordonnances.

Nous voulons que les **citoyens puissent être acteurs d'une démocratie continue**, avec des possibilités d'amendement aux lois en débat et en créant un référendum d'initiative populaire. Nous défendons le vote blanc tout comme le droit de vote des étrangers aux élections locales. **Les principes constitutionnels de liberté, de pluralisme et d'indépendance des médias** face aux géants de l'internet et aux pressions de tous ordres doivent être sauvegardés, en fidélité à l'article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme. » Nous supprimerons le pouvoir de nomination du Président de l'ARCOM par le Président de la République comme d'ailleurs la plupart de ces pouvoirs de nomination.

Nous engagerons un nouvel élan de décentralisation, initié par des Etats Généraux de la démocratie territoriale, afin de rendre aux administrés leur qualité de citoyen acteur de leur territoire et aux collectivités, notamment la Corse, plus de souplesse et de moyens.

Un accès de premier niveau aux principaux services publics sera garanti dans chaque commune. L'autonomie financière des collectivités locales sera rétablie par l'affectation de paniers d'impôts spécifiques avec le pouvoir de fixer librement les taux. De nouveaux blocs de compétences seront transférés et des propositions audacieuses seront mises en débat, comme un « permis de faire » ou des conseils de citoyens tirés au sort et dotés de réels pouvoirs.

Les **territoires ruraux** représentent 80% de la superficie totale, leurs habitants ont le droit à une citoyenneté de plein exercice garantie par l'Etat. C'est donc à ce dernier de s'adapter à la diversité des territoires et non aux territoires de s'adapter à une politique nationale uniforme, comptable et forcément injuste. En commençant par l'accès à la santé et aux soins, en mettant fin aux déserts médicaux par l'augmentation du numérus clausus et l'incitation à l'installation en zone déficitaires en médecins par le conventionnement sélectif ; ou en matière d'éducation, le remplacement de la logique comptable de la carte scolaire annuelle qui n'a pas de sens dans la ruralité, par un engagement triennal garantissant à la fois la qualité de l'éducation et le partenariat avec les communes en matière d'investissements ; ou encore par la mise en œuvre effective d'un bouclier rural fixant notamment un temps d'accès maximum aux principaux services pour chaque citoyen ; et enfin un arrêt de toute réduction de la desserte en transports en commun et une réouverture des lignes fermées depuis l'ouverture à la concurrence.

Les **Outre-mers** trouveront leur pleine reconnaissance dans cette nouvelle République, tout comme les conditions de leur accès à l'égalité réelle. Nos territoires ultramarins sont aujourd'hui affaiblis par le creusement des inégalités et menacés par les effets du changement climatique. La crise sanitaire fut un tragique révélateur de l'ampleur des fractures sociales et territoriales et du sentiment d'abandon. Nous devons apporter des réponses qui commencent par la considération et le dialogue avec nos concitoyens qui y vivent. Nous proposons dès la sortie du congrès un travail de diagnostic et programmatique avec les fédérations et les élus de gauche de ces territoires pour bâtir ensemble un projet réaliste et inclusif qui permette de redonner de l'espoir à tous.

Refonder la République, c'est enfin **n'oublier ni la sécurité, ni la justice. Ceux qui transgressent la loi** ne doivent jamais faire la loi. Nous croyons en l'autorité publique, en la nécessité de l'ordre républicain. Nous croyons au rôle essentiel de la justice, point d'équilibre de toute démocratie, aujourd'hui au bord de l'asphyxie. La question des moyens est ici primordiale. Nous proposerons une loi de programmation annuelle visant à augmenter le nombre de policiers de proximité, de magistrats et de greffiers pour assurer un budget à la hauteur des besoins, notamment pour le règlement rapide des litiges du quotidien et la modernisation numérique.

Nous travaillerons au **continuum tranquillité-sécurité-prévention-justice indépendante** en renforçant la coopération entre les polices nationale, municipale et les associations de prévention et d'éducation spécialisées. En matière pénale nous limiterons la récidive, notamment par le renforcement des personnels d'insertion et de probation, le développement de peines alternatives, l'accompagnement social et la fin des sorties 'sèches' de détention. La communication entre acteurs du monde judiciaire doit être renforcée et la place des victimes réaffirmée et renforcée du début de la procédure jusqu'à l'exécution de la peine.

Refondation de l'Europe

L'engagement pro-européen est constitutif de notre identité socialiste. L'Europe doit rester notre chemin autant que notre fierté. La construction européenne, certes imparfaite, demeure l'une des plus belles incarnations de nos combats pour la paix, la prospérité, la solidarité entre les peuples c'est-à-dire l'internationalisme.

Considérer l'Union européenne, comme l'écrit le leader de LFI, comme une construction "illégitime en France", c'est renier notre engagement pro-européen. **Choisir la « désobéissance » c'est réfuter notre capacité à négocier et convaincre nos partenaires européens.** Comment le Parti socialiste pourrait-il rester pro-européen s'il s'opposait à la primauté du droit européen et donc à l'Etat de droit ?

Nous souhaitons une Europe forte et souveraine, capable de protéger ses valeurs et son peuple. Nous voulons une véritable politique étrangère, de sécurité et de défense commune, ainsi qu'une autonomie stratégique en matière énergétique et une politique industrielle plus ambitieuse. L'UE doit continuer de soutenir l'Ukraine jusqu'au bout par des fournitures militaires, les sanctions, l'aide humanitaire et la reconstruction d'après-guerre. Il est également temps de mettre en œuvre une méthodologie clarifiée et harmonisée pour permettre l'élargissement à l'Ukraine et aux pays des Balkans occidentaux, en le conditionnant néanmoins à une réforme institutionnelle et démocratique des institutions.

Pour répondre aux enjeux sociaux et climatiques, l'UE devra augmenter son budget grâce à des ressources propres et compléter l'Union économique et monétaire par le pilier fiscal. Avec ces nouvelles prérogatives, l'UE sera en mesure de fournir de véritables biens publics européens, de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux, et de définir une nouvelle politique d'accueil des réfugiés.

Pour une Europe politique plus intégrée qui met au cœur les citoyens européens. On ne naît pas citoyen européen, on le devient. La culture et l'éducation participent au développement du sentiment d'appartenance à l'Union européenne. C'est pourquoi, nous proposons la mise en place d'un programme de connaissances et de savoirs commun par niveau d'études, et la formation des professeurs dans le respect du principe de subsidiarité. Nous souhaitons également développer Erasmus pour le rendre plus accessible indépendamment du choix d'étude et créer un pass culture européen.

Au plan institutionnel, chacun voit bien que les Traités en vigueur ne sont plus adaptés aux urgences, notamment écologiques et sociales, de notre temps. Nous porterons donc une refonte globale des Traités, pour bâtir une Union européenne plus démocratique, mieux intégrée et réorienter ses politiques.

Le Parlement européen devra être renforcé par un droit d'initiative législative, la fin du veto au Conseil, des élections européennes avec des listes transnationales. Enfin, une meilleure protection des principes fondamentaux de l'UE et de l'Etat de droit devra être assurée, pour que l'Union reste une communauté de valeurs et de destin.

Refondation des relations entre les peuples

Le contexte géopolitique est plus que tendu : guerre en Ukraine, catastrophes climatiques, arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays comme récemment en Italie avec l'élection de G. Meloni, 100 ans après... Mussolini.

Des signes d'espoir existent, comme le retour en force de la gauche en Amérique Latine jusqu'à la victoire de Lula, la vigilance des sociétés civiles en Afrique ou les manifestations pour la liberté des Iraniennes.

Mais la situation reste sombre. Avec la crise énergétique et alimentaire, après la pandémie, les questions internationales sont omniprésentes dans la vie quotidienne des français. Les désordres de nos vies sont mondiaux et c'est à ce niveau-là que les humains réussiront ou échoueront ensemble.

Cela commence par la diplomatie climatique. L'accord de Paris sur le climat en 2015 est une fierté, pour nous socialistes qui l'avons porté, mais aussi une responsabilité d'œuvrer pour rendre contraignants les engagements des Nations, via un tribunal pénal international punissant les crimes d'écocide, pour abonder des fonds de solidarité climatique ou encore redéfinir les relations franco-africaines dans une logique de souveraineté solidaire et écologique.

Diplomatie climatique, mais aussi économique : nous ne voulons pas d'un monde gouverné par des multinationales et défendrons l'innovation de la loi de vigilance pour lutter contre l'esclavage moderne, le travail des enfants et la déforestation importée. Nous œuvrerons pour étendre la lutte contre les paradis fiscaux et pour des outils novateurs comme les taxes sur les transactions financières ou sur les superprofits, ou en conférant le caractère de bien public aux données massives personnelles, soumettant les GAFAM à un processus de délégation de service public.

Notre diplomatie est universaliste. Le courageux combat des femmes iraniennes nous le rappelle. Les socialistes doivent toujours se tenir aux côtés des peuples et contre ceux qui les oppriment, comme l'Arabie Saoudite qui massacre au Yémen ou la Chine qui génocide les Ouïgours et menace Taiwan ; aux côtés du peuple arménien dont l'existence est mise en danger par l'Azerbaïdjan, des kurdes opprimés par le gouvernement turc. Aucun enjeu géopolitique ne justifie le silence d'un socialiste.

Notre mission est de travailler à la paix entre les peuples, comme nous l'avons fait en Europe. Nous avons des alliés précieux, regroupés principalement au sein de l'OTAN ; gardons-les, soutenons les pays qui tels la Finlande et la Suède veulent la rejoindre. Nous sommes une puissance militaire avec un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, ce qui nous confère une indépendance ; cultivons-la, au sein d'une défense européenne, tant elle est utile dans un monde qui ne trouvera sa stabilité que dans un multilatéralisme équilibré.

Enfin, le retour du PS dans l'internationale socialiste doit être l'affaire de tous. Il ne s'agit pas de proclamer des réformes, mais de retisser des réseaux pour élaborer nos propositions dans un cadre collectif avec d'autres partis. Pour être mieux écouté, il faut mieux écouter.

Les dirigeants doivent collaborer plus en dehors des congrès ou des campagnes électorales. Comme disent les travaillistes norvégiens, « le parti doit être ouvert et curieux » et cela dans tous les domaines.

Le Parti doit renouer avec un internationalisme pratique qui consiste à ne pas réduire la connaissance de l'Etat du monde à la seule presse ou aux seuls experts, mais par des analyses partagées et des rencontres plus fréquentes, ce qui aidera à la transition entre un internationalisme de la proclamation à un internationalisme de l'action.

Refondation de la gauche qu'on aime

Nous devons enfin refonder l'outil politique nécessaire, la force centrale, pour permettre à toute la Gauche de gagner. Ce ne sera pas la simple reproduction du Parti Socialiste tel qu'il a été, encore moins tel qu'il est. Il devra se réinventer, se dépasser en construisant avec d'autres la gauche social-écologique nécessaire à notre époque.

Nous prendrons à bras le corps cette double nécessité : nous réarmer idéologiquement, nous réinvestir en profondeur dans les mouvements sociaux et sociétaux. Nous attacherons une grande attention à ouvrir nos portes à la **diversité sociale** de notre pays : ouvriers, employés, intérimaires, des villages, petites villes, banlieues et métropoles.

Nous engagerons une **refondation féministe de notre parti et de ses statuts**, facilitant l'engagement des femmes et leur égale représentation dans les fonctions au sein du Parti comme dans les mandats électifs. Nous permettrons les binômes paritaires à tous les échelons, et notamment à la tête de nos fédérations et de nos secrétariats aux élections. **Le poste de Premier secrétaire sera obligatoirement occupé par un binôme paritaire. Nous soumettrons cette décision à référendum militant dès le lendemain du Congrès et elle sera immédiatement applicable.**

Nos statuts prévoient également, sous peine de nullité des désignations, **la parité sur les circonscriptions gagnables**, ainsi que l'exigence de parité réelle lors des autres scrutins. Enfin la lutte contre les VSS sera renforcée par des dispositifs de formation, de recueil de la parole et des sanctions effectives et fortes (absence d'investiture, exclusion). Tout socialiste condamné pour VSS devra démissionner immédiatement de toute fonction et mandat.

Les militants socialistes se désespèrent de ne pouvoir plus contribuer aux travaux de leur Parti. Nous changerons cela. Nous intégrerons à nos statuts un **référendum d'initiative militante** activable sur les grandes questions stratégiques ; nous réactiverons un **Laboratoire des idées** ainsi que la journée nationale des secrétaires de section ; nous créerons une nouvelle publication mensuelle à destination des adhérents ; nous lancerons une **école de formation dans chaque fédération** aussi bien pour les futurs candidats que pour les élus, que pour les collaborateurs ou permanents politiques issus ou liés au parti.

Le PS reste la première force de gauche en termes d'élus locaux dont il a su assurer le renouvellement. Nos territoires soient des laboratoires du changement. Nos élus locaux seront placés au cœur avec un Bureau National des territoires représentatif de leur diversité et un secrétariat national aux français de l'étranger sera créé.

Afin qu'ils soient de véritable lieu de délibération et décision collective et non d'enregistrement, **nous transformerons le Conseil National et les Conseils Fédéraux en véritables parlements du Parti**, avec droit d'amendement. Nous créerons un mécanisme d'appui aux plus petites fédérations. Nous profiterons de la possibilité d'organiser des CN hybrides pour les décentraliser et les ouvrir aux militants des fédérations hôtes.

Nous mettrons **les outils numériques** au service de cette vision du parti. Chaque débat, chaque convention sera appuyée par une plate-forme participative ; les CN seront décentralisés et accessibles à tous via la visio-conférence ; les commissions nationales thématiques seront réactivées et revivifiées notamment grâce aux outils numériques ; une chaîne dédiée permettra l'organisation à intervalle régulier de webinaires thématiques.

Nous rendrons leur **autonomie aux Jeunes Socialistes**, en supprimant la tutelle financière et organisationnelle qui leur reste imposée. Enfin **nous valoriserons l'engagement de nos militants au sein d'associations, de syndicats**, de collectifs ou de luttes au service de nos valeurs communes et l'influence numérique sur les réseaux sociaux.

Fier.e.s d'être socialistes, décidons ensemble d'ouvrir la voie nouvelle de ces refondations, la voie centrale pour nous unir, la voie d'une gauche qu'on aime !



REFONDATIONS

SOCIALE ÉCOLOGISTE RÉPUBLICAINE EUROPÉENNE HUMANISTE FÉMINISTE

**Rejoignez-nous et soutenez l'initiative sur
refondations.com**